



## **Groupe Communes, Coopération et Citoyenneté**

**Communiqué de presse**

**Vendredi 6 octobre 2017**

### **GE Hydro : les élu-es du groupe communistes et partenaires de la métropole demandent au gouvernement de prendre ses responsabilités**

Depuis mercredi, le site grenoblois de General Electric est occupé par ses salarié-es en lutte contre la suppression de 345 des 1000 emplois de GE Hydro répartis sur le territoire national.

Cette décision du groupe américain, qui a racheté en 2015 la branche énergie d'Alstom, est inacceptable alors même qu'il s'était engagé à créer 1 000 emplois net en France d'ici à 2018.

En défendant leur site de production, celui de l'un des leaders mondiaux de l'hydroélectricité, première énergie renouvelable en France, les salarié-es défendent l'intérêt général et nous leur apportons notre entier soutien.

Nous demandons à l'Etat d'intervenir et d'exercer l'option d'achat de 20% du capital d'Alstom conformément à l'accord qu'il avait conclu en 2015.

Le silence du gouvernement sur ce dossier est injustifiable et inacceptable. Il met en lumière la dangerosité et la fragilité des accords liés aux changements de capitaux dans des filières industrielles indispensables à la réponse aux besoins humains.

La filière hydroélectrique française doit être préservée, avec ses emplois, son savoir-faire, sa capacité de production : Elle est indispensable à la production électrique comme aux impératifs liés à la transition écologique et énergétique

Nous avons sollicité nos député-es communistes qui ont demandé l'intervention immédiate du gouvernement et l'audition dans les meilleurs délais devant la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale du PDG de GE Hydro.

Les élu-es communistes et partenaires de la métropole réitèrent leur soutien aux salarié-es en lutte.

Cette industrie de pointe contribue au rayonnement de notre territoire. Il est de notre devoir de la défendre et de la développer.

Pour nous contacter : Patrick DURAND : 06 78 10 91 13